**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRANDANGOULEME**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 13 FEVRIER 2020**

Délibération
n° 2020.02.028

**Contrat risques
statutaires :
habilitation donnée
au centre de gestion
de la Charente pour
engager une
procédure de
négociation du
contrat groupe
d'assurance
statutaire**

LE TREIZE FEVRIER DEUX MILLE VINGT à 17h30, les membres du conseil communautaire se sont réunis au siège de la communauté d'agglomération de GrandAngoulême - 25 boulevard Besson Bey à ANGOULEME suivant la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : **07 février 2020**

Secrétaire de séance : Jeanne FILLOUX

Membres présents :

Jean-François DAURE, Jean-Marie ACQUIER, Sabrina AFGOUN, Michel ANDRIEUX, Véronique ARLOT, Anne-Marie BERNAZEAU, Anne-Sophie BIDOIRE, André BONICHON, Laïd BOUAZZA, Jacky BOUCHAUD, Patrick BOURGOIN, José BOUTTEMY, Catherine BREARD, Gérard BRUNETEAU, Michel BUISSON, Gilbert CAMPO, Monique CHIRON, Jean-Claude COURARI, Véronique DE MAILLARD, Catherine DEBOEVERE, Françoise DELAGE, Bernard DEVAUTOUR, Gérard DEZIER, Denis DOLIMONT, Jacques DUBREUIL, Denis DUROCHER, Guy ETIENNE, Annette FEUILLADE-MASSON, Jeanne FILLOUX, Jean-Jacques FOURNIE, Maud FOURRIER, Fabienne GODICHAUD, Joël GUITTON, Thierry HUREAU, Isabelle LAGRANGE, André LANDREAU, Francis LAURENT, Michaël LAVILLE, Bertrand MAGNANON, Annie MARC, Jean-Luc MARTIAL, Pascal MONIER, Thierry MOTEAU, François NEBOUT, Dominique PEREZ, Yannick PERONNET, Marie-Hélène PIERRE, Jean-Philippe POUSSET, Bruno PROUX, Christophe RAMBLIERE, Jean REVEREAULT, Mireille RIOU, Bernard RIVALLEAU, Gérard ROY, Zahra SEMANE, Alain THOMAS, Jean-Luc VALANTIN, Roland VEAUX, Philippe VERGNAUD, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Vincent YOU,

Ont donné pouvoir :

Danielle CHAUVET à Véronique ARLOT, Martine FRANCOIS-ROUGIER à José BOUTTEMY, Elisabeth LASBUGUES à Patrick BOURGOIN, Philippe LAVAUD à Fabienne GODICHAUD, Annie MARAIS à François NEBOUT, Catherine PEREZ à Jacky BOUCHAUD

Excusé(s) :

Xavier BONNEFONT, Danielle CHAUVET, Jean-Marc CHOISY, Bernard CONTAMINE, Françoise COUTANT, Georges DUMET, François ELIE, Martine FRANCOIS-ROUGIER, Michel GERMANEAU, Elisabeth LASBUGUES, Philippe LAVAUD, Annie MARAIS, Catherine PEREZ, Eric SAVIN

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 13 FEVRIER 2020

**DELIBERATION
N° 2020.02.028**

RESSOURCES HUMAINES

Rapporteur : Madame BERNAZEAU

CONTRAT RISQUES STATUTAIRES : HABILITATION DONNEE AU CENTRE DE GESTION DE LA CHARENTE POUR ENGAGER UNE PROCEDURE DE NEGOCIATION DU CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE

En application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 57, les collectivités locales sont tenues de maintenir, sous certaines conditions, la rémunération de leurs agents lorsque ceux-ci bénéficient d'un arrêt de travail pour maladies ou accident de travail. Ce dispositif appelé « risque statutaire » peut être garanti par une assurance volontaire souscrite par l'employeur.

GrandAngoulême a confié depuis le 1^{er} janvier 2013 puis renouvelé au 1^{er} janvier 2017, la gestion d'un tel contrat d'assurance au centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Charente, après lui en avoir confié la procédure de négociation. Cette mesure avait permis la mutualisation des risques et la fixation de taux attractifs.

Ce dernier contrat arrive à échéance le 31 décembre 2020.

Dans le respect du formalisme du code de la commande publique, le centre de gestion va ainsi à nouveau procéder à un appel à la concurrence, en vue de l'attribution, pour une durée de 4 ans, à compter du 1^{er} janvier 2021, d'un nouveau contrat d'assurance groupe.

Ce contrat couvrira tout ou partie des risques suivants :

- Agents affiliés à la CNRACL : décès, accident de travail, maladie imputable au service (CITIS), maladie ordinaire, longue maladie / maladie longue durée, maternité / adoption / paternité, accident non professionnel.

Les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la collectivité une ou plusieurs formules. Ce contrat devra également être conclu selon le régime de la capitalisation.

Le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Charente sollicite l'ensemble des collectivités du département pour rejoindre cette consultation, tout en sachant que celles-ci gardent la possibilité de ne pas adhérer au contrat groupe si les conditions obtenues au terme de la procédure de mise en concurrence ne leur convenaient pas.

Les taux de cotisation seront préalablement soumis à l'approbation de l'Assemblée avant toute décision d'adhésion ou non au contrat groupe.

Le centre de gestion facturera directement à GrandAngoulême les frais de gestion de ce contrat d'assurance groupe en contrepartie du travail qu'il assurera.

Pour se rallier à cette consultation, il est nécessaire de charger le centre de gestion de la Charente, par délibération, de conduire cette consultation pour le compte de GrandAngoulême.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, et notamment ses articles 26 et 57,

Vu l'avis favorable de la réunion de toutes les commissions du 6 février 2020,

Je vous propose :

DE CONFIER, au centre de gestion de la fonction publique de la Charente, pour le compte de la communauté d'agglomération du Grand Angoulême, la procédure de négociation du contrat d'assurance groupe pour les risques statutaires, selon l'article R2124-3 du code de la commande publique,

DE DELIBERER à nouveau ultérieurement pour adhérer au contrat si les résultats conviennent à la collectivité et pour autoriser le Président à signer le contrat d'assurance et la convention relative à la facturation des frais de gestion.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES,
ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE.**

Certifié exécutoire :	
<u>Reçu à la Préfecture de la Charente le :</u> 20 février 2020	<u>Affiché le :</u> 21 février 2020